

10 novembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX : LES PREMIÈRES AVANCÉES DU PACTE DE PARIS POUR LES PEUPLES ET LA PLANÈTE.

Emmanuel MACRON

Bien, chers amis, merci beaucoup. Juste pour l'introduction, je vais être très rapide. En effet, l'été dernier, nous avons lancé ce Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète. Maintenant, appelé les 4P, 4Ps, qui vient d'ailleurs d'une initiative qui avait été lancée, l'agenda de Bridgetown, par Mia MOTTLEY, on y reviendra, elle sera dans le deuxième panel, qui correspond aussi à beaucoup d'initiatives qui précédaient que la directrice générale du FMI avait lancé deux ans plus tôt, d'ailleurs, à l'occasion d'un forum de Paris sur la paix, qui était l'idée justement d'émettre des droits supplémentaires du Fonds monétaire international pour que les pays les plus riches les ré-allouent vers les pays qui en avaient le plus besoin dont l'Afrique. Mais au fond, ça partait d'un constat, c'est qu'on voyait le, et qu'on continue de voir, le monde se divisait entre des défis qui paraissaient impossibles et qui paraissent pour beaucoup encore impossibles à concilier. Et beaucoup de pays du Sud, venant à dire, au fond, vous nous donnez des leçons à longueur de temps, vous nous demandez de régler le problème du climat alors que c'est vous qui l'avez plus causé que nous. Vous nous demandez de régler les problèmes d'inégalité et de pauvreté, les défis s'accumulent, bien souvent, en plus, ce sont les mêmes pays qui ont d'énormes dépenses de sécurité parce qu'ils ont à faire face au terrorisme ou à des stabilisations régionales, et dans le même temps, les moyens ne sont pas là. C'est ça la base de l'instrument. Et donc, le Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète repose sur 4 principes très simples. Premièrement, personne ne doit être en situation de choisir entre lutter contre les inégalités et préserver la planète, c'est-à-dire : le climat et la biodiversité. Deuxième chose, le chemin doit être choisi souverainement par chaque nation. Il n'y a pas un modèle qui doit être décidé pour la planète entière, depuis Washington, Bruxelles, Londres ou je ne sais quelle capitale du Nord. Troisième point, pour ce faire, on a besoin de beaucoup plus de moyens financiers publics. Ça veut dire de mettre les moyens dans notre aide publique au développement, cet investissement solidaire nécessaire pour les pays du Nord, mais également de mieux utiliser nos banques multilatérales, nos banques régionales pour mobiliser ce financement. Et puis, le quatrième point, c'était de dire, il faut en même temps qu'il y ait une complémentarité publique-privée et il faut que cet argent permet de mobiliser beaucoup plus de finances privées pour aller vers ces pays. Ce qui est une vraie révolution à la fois de pratique et de volume de notre investissement collectif. Alors, les principes ont été définis, beaucoup d'actions concrètes ont été lancées en juin dernier et j'avais pris l'engagement qu'on fasse le suivi lors de ce forum, nous y sommes. Depuis, beaucoup d'autres choses ont été faites. Je veux saluer la mobilisation du président RUTO qui a tenu un sommet important à Nairobi sur le climat et qui a commencé à mettre en œuvre ce qu'on s'est dit là. Le secrétaire général des Nations unies qui a lancé votre sommet à Marrakech, madame la directrice générale avec la Banque mondiale qui, vous y reviendrez, a permis d'avancer sur ce point. Et donc, toute une série d'initiatives qui ont été prises dans le droit fil et qui ont commencé à jalonner, par des actions très concrètes, le sommet et à documenter en quelque sorte les principes que nous avons pris. Évidemment, tout ça s'inscrit, et nous nous parlons, juste avant la COP 28, vous l'avez dit, qui va se tenir à Dubaï et qui structure une partie de cet agenda, et les années à venir qui vont être absolument déterminantes. Donc, l'objectif de ce premier panel, c'est de revenir sur les acquis et de les consolider. Il y aura un deuxième panel pour justement se projeter sur l'avenir. Ce que je vous propose, c'est peut-être, Dr SINGH, comme vous avez été mandaté par la présidence indienne du G20, qui a repris ce Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète, avec Larry SUMMERS, vous avez fait un rapport qui va dans le sens, justement, de la réforme de notre financement international et de notre banque multilatérale. Je propose de, d'abord, vous céder la parole pour que vous puissiez nous présenter ce travail et aussi expliquer comment jalonner les prochains mois, les prochaines années avec ces réformes.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci, merci pour votre rapport. J'aimerais féliciter la présidente du G20 de l'Inde. Je crois que c'est un agenda extrêmement inspirant qui a beaucoup progressé. Je sais (inaudible) marcher dans vos pas. Vous avez raison de créer cette dynamique commune, de créer des synergies, c'est-à-dire d'avoir une meilleure mobilisation des bilans actuels et la réforme de la gouvernance mondiale, du FMI, de la Banque mondiale et des institutions mondiales qui doivent être plus inclusives, plus efficaces. Et en tant que l'un des membres fondateurs de cette institution, effectivement, je suis vraiment persuadé de la valeur de la réforme en profondeur. J'aimerais suivre avec vous, Kristalina, Madame la directrice générale, il y a quelques années, vous avez lancé cette idée d'émettre plus de 1,650 millions de DTS afin de lever du capital, mais également pour réallouer ce capital vers les pays les plus pauvres de la planète. Cela a pris du temps, mais on l'a fait grâce à votre leadership. Et au-delà de ça, il y a quelques mois, vous vous êtes engagés à réorganiser votre façon de fonctionner avec la Banque mondiale, afin d'optimiser les synergies et, de facto, vous avez déjà initié ce changement majeur. Donc, quelle est votre perspective sur le rôle du FMI ? Quelle est votre perspective sur les droits de tirage spéciaux sur la façon dont on peut aider les pays pauvres en développement ? Comment envisager l'avenir, Kristalina ?

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Le gouvernance, en effet, du FMI et je pense qu'au-delà de ce qui a été rappelé, tout ce qui a été décidé permet, en effet, des actions très concrètes et d'avoir plus de leviers sur des pays clés qui sont ici présents. Mais ça permet aussi, en lien avec la guerre que nous évoquions en propos introductifs et qu'on a largement discuté hier. Tout ça n'est... tout lié et qu'aujourd'hui, on a des pays très vulnérables qui si on ne les aide pas par la solidarité internationale, seront entraînés par le conflit qui est en cours. Et donc, en effet l'action du Fonds monétaire international en particulier en Jordanie, en Egypte, dans le cadre du conflit qui se joue aujourd'hui, est absolument décisif, et ne serait pas possible sans ces augmentations de capital et ces moyens réalloués, Kristalina a eu raison de le dire. Je vais maintenant aller vers vous, président JIN, pour justement ce travail se fait en commun, et nous avons nos institutions financières internationales. Mais nous avons aussi nos banques, vous présidez la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et vous faites partie de ce qu'on a aussi inclus dans l'initiative du Pacte de Paris pour les peuples et la planète, et consacré à ce moment là politiquement, qui s'appelle "Finances en commun", qui est la réunion de toutes nos banques de développement, des banques régionales, des banques justement intercontinentales pour permettre ce travail en commun aux côtés de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, développer les synergies et les effets de levier. Et par rapport à tout ce qui a été dit aujourd'hui, je voudrais justement que vous nous parliez de la manière dont vous voyez "Finances en commun", le rôle de votre banque et la manière d'améliorer ce financement à la fois de la lutte contre les inégalités et la pauvreté et pour la planète. Président JIN.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Je vais maintenant passer la parole au président Charles MICHEL qui, en tant que président du Conseil, a piloté cette double action justement des chefs d'Etats et de Gouvernements européens qui sont engagés sur la transition climatique et la biodiversité et dans le même temps, aussi, à travers les différents sommets, celui avec l'Union africaine et d'autres, engagés sur l'investissement solidaire international et, donc, comment, justement, l'union européenne porte ce double agenda et comment tu vois à la fois les acquis depuis le sommet mais également les perspectives d'un point de vu européen.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci Président. Dans les pistes d'action, enfin, les engagements d'action que nous avons évoqués à Paris il y a quelques mois, il y avait l'idée d'avoir une fiscalité internationale qui soit dédiée, justement, au financement et à l'accroissement de ce financement. Ça a été repris au sommet de Nairobi par le Président RUTO. Et je voudrais peut-être donner la parole à Laurence TUBIANA, qui, avec justement la Fondation European Climate Foundation, travaille sur ce sujet. L'idée, c'est qu'on lance quand même une coalition formelle à la COP 28. Mais, chère Laurence, comment vous voyez ce sujet et son avancement ?

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Laurence. Ceci vient conclure le premier panel sur un peu le bilan. Donc, on le voit, beaucoup de choses ont été faites, mais encore beaucoup de choses à faire. Ça a été dit, très bien beaucoup de tabous sont tombés. Maintenant, on va continuer l'effort avec, à la fois la présidence indienne et brésilienne du G20. Je pense qu'il y a maintenant une échéance très importante qui est de poursuivre la réforme de la gouvernance, de continuer d'avoir des actions très concrètes de mobilisation à la fois de nos banques, nos institutions internationales et nos banques multilatérales et nos banques de développement, et en effet, de pouvoir déboucher sur des actions très concrètes, là aussi, en termes de financement. Il y a un point sur lequel je voudrais insister en même temps que la réforme de la gouvernance, c'est qu'on ne doit pas perdre de vue la capacité à accompagner les acteurs les plus locaux. Il y a beaucoup d'ONG dans cette salle. Et un des défis que nous avons, c'est d'accompagner les actions les plus concrètes sur tous ces sujets et donc de ne pas perdre le lien entre les milliards qu'on peut articuler dans ces salles et les actions concrètes qui changent des vies au plus près du terrain. Et ça, c'est un point de connexion qu'on doit garder à l'esprit qui fait partie de notre agenda. Merci beaucoup à tous les 4 et à toutes les contributrices et les contributeurs. Merci beaucoup.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Si nous parlons du futur et des étapes suivantes, bien sûr, la COP 28 sera absolument critique dans les semaines à venir et cela cadrera une série d'actions à venir. Madame la Première ministre, vous avez joué un rôle très important pour le futur, puisque dans votre initiative de Bridgestone, vous avez vraiment cadré ces initiatives. Vous avez vraiment insisté sur ce dilemme entre la lutte contre la pauvreté et le changement climatique, en insistant sur le point de la vulnérabilité. Donc, quelles sont les intentions principales pour la COP 28 et surtout quels sont les plans d'action et quelles sont les actions critiques qui doivent être mises en œuvre dans le cas de notre Pacte et tous les pays qui participent dans les semaines, dans les mois et les années à venir ? Mia, vous avez la parole.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci Mia. Vous avez fait un lien très clair entre le programme à court terme et ce qui définit la vulnérabilité d'un point de vue économique et social et d'un point de vue climatique. Parce que les deux convergent et ont un impact sur les populations. Et il est très clair que nous devons repenser, de manière approfondie, non seulement la gouvernance mondiale, mais également son articulation avec le secteur privé pour s'assurer que nous allons être à la hauteur de ces exigences. Vous avez fait allusion à Nana AKUFO-ADDO, le président du Ghana, vous êtes également le président du V20, de ces pays vulnérables et Mme la Première ministre avait insisté sur les différents facteurs multiples de la vulnérabilité. J'aimerais également insister sur le fait que c'est un programme très ambitieux pour vous tous et pour nous tous également, pas seulement dans le cadre de la COP 28, mais pour le programme à venir de manière plus générale. Quelles devraient être nos priorités pour garantir la réussite du V20 ?

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, président. Je vais maintenant donner la parole au Premier ministre DE CROO qui va prendre dans quelques semaines la présidence tournante du Conseil qui nous dit, au-delà de l'engagement de son pays, comment il voit l'engagement européen et sur les sujets qu'on vient d'évoquer, donc sur l'agenda du 1er semestre 2024, celui de la présidence belge du Conseil. -Merci, monsieur le président. Merci, Emmanuel, de nous inviter ici.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci, Alexander. Je suis bien d'accord. Effectivement, maintenant, nous devons réaliser ce sur quoi nous nous sommes engagés. Et en plus de cela, il faut aider des pays en développement, des pays émergents. Je crois que s'il y a une priorité clé, c'est qu'avec l'innovation, on peut faire beaucoup de choses pour réduire les émissions. Et cela nous amène à la conclusion de cette session. Et cela revient à la conclusion du Pacte de Paris. Collectivement, il y a eu de nombreux résultats. Les DTS, par exemple, 110, donc, l'écosystème de financement, l'échange dont vous avez parlé en termes de dette, pour prendre en considération les vulnérabilités, à la fois par la Banque mondiale et le FMI. L'indice de vulnérabilité, qui est quelque chose de tout à fait nouveau. Toutes les initiatives dont nous avons parlé. Il y a déjà toute une série d'actions qui montrent clairement que nous avons progressé depuis 6 mois. Maintenant, nous devons accélérer.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Oui, effectivement, vous avez tout à fait raison et effectivement, nous allons le faire. Nous serons assez audacieux pour se débarrasser du carbone et du méthane pour pouvoir améliorer tout cet agenda. Et pour ce faire, eh bien, nous avons désormais la possibilité d'organiser le suivi de tout ce processus. Hier, l'OCDE a pris des décisions extrêmement audacieuses. Je souhaiterais inviter le secrétaire général, Monsieur Mathias CORMANN, et le président Macky SALL à nous rejoindre.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Comme je l'ai dit, tous les dirigeants présents ont joué un rôle très important, en plus des banques et de l'écosystème, mais notre intention, c'était de structurer le suivi. Mathias, [inaudible] je vais vous donner la parole pour que vous nous parliez de la décision que vous avez prise à l'OCDE.

[Autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le secrétaire général, cher Mathias. Comme vous l'avez compris, l'OCDE va jouer un rôle clé pour le suivi et je pense que l'expertise de l'OCDE, sa capacité à la fois à assurer un suivi régulier, rigoureux et indépendant des résultats, ça n'est pas le président du Paris Peace Forum qui dira le contraire, cher Angel, est vraiment un apport parce que ça nous permettra de voir ce qui avance et ce qui n'avance pas de manière objective. Mais surtout, c'est aussi une plateforme qui permet de construire des accords très larges. Et sur la fiscalité internationale, par exemple, les grands accords qu'on a pu conclure ont été faits grâce à cette capacité. Donc, je pense que c'est une plateforme parfaite pour travailler en synergie avec le 4P et pour en assurer, justement, le secrétariat. Et je veux laisser le mot de la conclusion au président Macky SALL. Dans quelques mois, le président Macky SALL terminera son second mandat. Et je veux vraiment saluer son courage, son engagement et l'exemplarité qu'il porte sur le continent africain, puisqu'il a décidé que la démocratie s'exercerait comme elle doit s'exercer et qu'il y aurait, donc, des compétiteurs, ils sont multiples, je crois pouvoir le dire, qui vont animer la vie démocratique du Sénégal. Ce faisant, il montre qu'il n'y a pas de fatalité. Et quand il y a des hommes d'Etat et d'engagement, ils avancent, ils protègent leur pays des troubles et des vicissitudes du moment. Et il a accepté, à l'issue de son mandat de président, de prendre la responsabilité d'envoyé spécial du 4P et, justement, de présider ce comité de suivi. Et donc, président Macky SALL, en vous remerciant d'avoir accepté cet engagement et en vous félicitant, je vous cède la parole.